

Les subsides

avons assisté à un triste spectacle quand les représentants de Dominion Securities Pitfield, et Burns Fry ont été appelés à la rescousse pour renflouer l'entreprise du ministre. Ces informations ont été exposées au grand jour sans que ni le ministre ni le gouvernement n'en contestent l'authenticité.

Nous voyons bien maintenant que le gouvernement a perdu toute notion du bien et du mal. Le simple citoyen n'a pas besoin de lignes directrices pour s'en faire une idée. Je me suis rendu chez moi, dans ma circonscription de Hamilton-Est, au cours du week-end et j'en ai profité pour faire des emplettes. Quelqu'un m'a tapé sur l'épaule pour me dire qu'il était en train d'agrandir sa maison. Il m'a demandé s'il ne pourrait pas obtenir un prêt sans intérêt grâce aux bons offices du ministre. Le gouvernement, que représentent le vice-premier ministre (M. Nielsen) et le premier ministre, a eu tort sur toute la ligne de ne pas dénoncer vigoureusement les gestes de la famille du ministre qui s'est servi de la charge publique qu'exerce ce dernier pour regarnir et gonfler les coffres de son entreprise privée.

[Français]

Monsieur le Président, je pense que la question fondamentale à laquelle on devrait répondre ici à la Chambre est celle-ci: Pourquoi le premier ministre (M. Mulroney) et le vice-premier ministre continuent-ils jour après jour à défendre les actions de ce ministre? C'est parce qu'ils ne comprennent pas la question de la moralité au leadership. Cela ne m'étonne pas, monsieur le Président, parce que si on voit tous ceux qui étaient derrière les portes...

[Traduction]

Si on regarde ceux qui étaient dans les coulisses, prêts à trancher la gorge de Joe Clark pendant la course à la direction du parti conservateur...

Des voix: Oh, oh!

Mme Copps: ... on constate que l'on a affaire à l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale, le ministre du Revenu national (M. MacKay) et l'ancien ministre de la Défense nationale.

Des voix: Où est Chrétien?

M. le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît, à l'ordre.

Des voix: Regardez derrière vous. Où est Chrétien?

M. le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît. Pourrions-nous entendre le discours de la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps)?

Mme Copps: Tel est pris qui croyait prendre, monsieur le Président. Ma mère me disait toujours que l'on juge quelqu'un par ses fréquentations. Nous voyons ici que le premier ministre a récompensé ceux qui étaient dans les coulisses pendant la course à la direction lorsque Joe Clark était premier ministre du pays et chef du parti conservateur. Ces personnes étaient Sinc Stevens, Elmer MacKay et M. Coates.

M. le vice-président: A l'ordre! La députée voudra bien désigner ses collègues par leur circonscription et non par leur nom.

[Français]

Mme Copps: Monsieur le Président, la question est très simple. Est-ce que le premier ministre est ici pour offrir à la population une certaine moralité? Est-ce qu'il est ici pour dire, pas seulement aux Canadiens et aux Canadiennes, qu'ils n'ont pas droit à ces prêts gratuits qui sont dus à l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale? Est-ce que le premier ministre va assumer ses responsabilités et informer la Chambre, tous les députés et tous les ministres? On n'a pas la possibilité, on n'a pas le droit, en tant qu'hommes et femmes honnêtes ici, à la Chambre, de se servir de ses responsabilités ministérielles à des fins familiales qui ne sont pas «accrochées» au bon public.

[Traduction]

Telle est la question à laquelle, malheureusement, la démission du ministre ne répond pas. Nous avons vu bien clairement que le premier ministre était prêt au début à se dérober derrière le sous-registraire général adjoint et est maintenant prêt à le faire derrière un arbitre indépendant et impartial. C'est la Chambre des communes qui est l'arbitre. C'est le Parlement du Canada qui dit aux jeunes Canadiens qu'ils peuvent aspirer à devenir des chefs politiques et venir siéger à la Chambre des communes sous la bannière de tous les partis politiques, qu'ils peuvent aspirer à la vie politique parce que c'est une profession honorable. Malheureusement, ces deux dernières semaines le vice-premier ministre a bénéficié de la complicité du premier ministre qui tirait les ficelles depuis l'étranger. C'est lui qui menait la charge pour essayer d'étouffer l'affaire. Ce n'est pas à cause du sens moral du gouvernement que le ministre a été obligé de démissionner, mais parce que l'opposition s'est accrochée et que le public s'est rendu compte qu'on voulait étouffer l'affaire. C'est l'opinion publique qui a obligé le premier ministre et le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) à reculer.

● (1700)

Il est honteux que cette démission n'ait rien à voir avec la moralité du gouvernement qui s'est malheureusement montré totalement dénué de tout sens de la responsabilité.

Une voix: La gazelle libérale.

Mme Copps: «La gazelle libérale», dit le député. Qu'il est triste de voir bafouer la procédure parlementaire par des représentants du gouvernement comme le vice-premier ministre, le premier ministre et le ministre de l'Expansion industrielle régionale qui n'ont aucune intention de rendre compte au public de la façon dont ils ont escroqué le système. Qu'il est regrettable de constater que l'arbitre de la confiance publique est un vice-premier ministre qui, de son propre aveu...

M. Blenkarn: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je crois avoir entendu la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) dire que les ministres dont elle parlait escroquaient le système.